**Attestation sur l’honneur**

**Régularité fiscale et sociale et éligibilité au financement public**

Je soussigné(e) (Nom/Prénom) né(e) le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ agissant en qualité de représentant légal de l’entreprise ( Raison sociale de l’entreprise), désignée ci-après “Mon entreprise”, dont le siège social est situé à (Adresse – Région – Pays), en relation avec « Appel à candidatures de Start up françaises et italiennes en vue de bénéficier de services d’appui au développement » dans le cadre du projet FRISTART2

**Atteste que**

1. Mon entreprise est en conformité avec les obligations relatives au paiement des charges fiscales et des cotisations de sécurité sociale et de prévoyance en faveur des travailleurs salariés et non salariés de mon entreprise ;
2. Mon entreprise a son siège social ou un siège opérationnel ou un établissement secondaire dans l'un des territoires éligibles au programme Interreg Marittimo IT\_FR [[1]](#footnote-1);
3. Mon entreprise n’est pas en état de faillite, de liquidation judiciaire, de liquidation volontaire, de dissolution et de toute autre procédure d'insolvabilité prévue par la loi sur les faillites et d'autres lois spéciales. Aucune procédure préparatoire à l’une des situations susnommées n’est en cours
4. Mon entreprise n’est pas considérée comme une entreprise en "difficultés" ou en situation de sauvegarde ou d’alerte auprès du tribunal de commerce selon la législation en vigueur au moment du dépôt de la demande ;
5. Je n'ai pas fait l'objet au cours des 3 années précédentes à la date de dépôt de la demande, de procédure administrative ou judiciaire liée à des actes de révocation, de détournement d'actifs, de négligence grave, d'irrégularités dans les déclarations fiscales et/ou sociales, de réception indue de financement public, de faute intentionnelle grave ou lourde portée à sur un tiers ou de non-respect d’un plan de remboursement des aides publiques ;
6. Je posséde la capacité de contracter ou n’ai pas fait l'objet d'une sanction de disqualification ou d'une autre sanction impliquant l'interdiction de passer des contrats avec l'administration publique ; je n’ai pas fait l'objet au cours des deux dernières années de mesures de suspension d'activité commerciale ou de mesures de disqualification pour la négociation avec les administrations publiques et à la participation aux appels d'offres publics ;
7. Mon entreprise est en conformité avec les réglementations environnementales en vigueur et ne fait pas l’objet de poursuites ou de condamnation pour non respect de la réglementation dans ce domaine ;
8. Mon entreprise est en conformité avec la réglementation sur le travail, l’hygiène et la sécurité des salariés et et ne fait pas l’objet de poursuites ou de condamnation pour non respect de la réglementation dans ce domaine ;
9. Mon entreprise n’a pas auparavant bénéficié d'autres financements publics destinés à la réalisation, même partielle, des mêmes dépenses prévues dans le projet ;
10. Mon entreprise est en conformité avec les dispositions de la législation «de minimis» (cf. Également déclaration de Minimis jointe) ;
11. Mon entreprise est établie en tant qu'entreprise et active depuis moins de 2 ans au moment de la soumission de la demande de participation au présent avis comme en atteste la copie du document de création en annexe. La limite maximale est portée à 3 ans, si l'entreprise est née autour d'une innovation de produit, de service, de procédé ou d'organisation, d'un résultat de recherche, d'un brevet ou plus généralement d'une idée d'entreprise originale ;
12. Mon entreprise est considérée comme une micro, petite ou moyenne entreprise[[2]](#footnote-2);

J'autorise les partenaires du projet FRISTART2 à traiter les données personnelles fournies lors des procédures liées à la participation à l'appel susmentionné, à des fins de gestion et de statistiques, y compris à l'aide de moyens électroniques ou automatisés, conformément à la loi du 20 juin 2018 et Règlement UE 2016/679.

**Date et Lieu** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Signature du représentant légal[[3]](#footnote-3)** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Les déclarations doivent être signées par le Représentant légal de l'entreprise concernée avec une signature numérique ou manuscrite originale (dans ce cas seulement, il sera également nécessaire de joindre une copie d'une pièce d'identité)**

1. La liste des territoires éligibles est disponible à l'adresse suivante: http://interreg-maritime.eu/it/web/pc-marittimo/programma/area. Les entreprises basées en dehors de la zone éligible ne peuvent être admises que si: elles sont situées sur le territoire de l'un des 2 États éligibles (Italie ou France), leur présence et leurs activités bénéficient à la zone du programme **et** le montant total des activités en dehors de la zone éligible soutenue n'excède pas 20% des ressources du FEDER consacrées au projet. [↑](#footnote-ref-1)
2. 2. Selon l’[article 51 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=BC9FA1087D7389EF6DC19B5DD8558F7A.tpdila08v_2?idArticle=LEGIARTI000019285059&cidTexte=LEGITEXT000019284897), une **microentreprise** est une entreprise dont l'effectif est inférieur à 10 personnes et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros ; une **PME** est une entreprise dont l’effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d’affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 43 millions d'euros [↑](#footnote-ref-2)
3. Par représentant légal, nous entendons la personne qui, conformément au règlement intérieur de l'organisme représenté, est habilitée à signer des documents au nom et pour le compte de la société participante. Les organes du programme se réservent le droit de vérifier la réalité de ce statut. [↑](#footnote-ref-3)